



Deutsche Afrika Stiftung e.V.
Fondation Allemande pour l'Afrique
German Africa Foundation



Invitation

Malgré les obstacles - Comment la coopération économique dans le secteur de l'énergie peut-elle réussir au Sahel

La région du Sahel dispose d'un énorme potentiel en matière d'énergies renouvelables. Pourtant, elle fait partie des régions les plus pauvres en énergie à l'échelle mondiale. Le processus d'industrialisation dans la région ne progresse que lentement. Selon les Nations unies, 51% de la population du Sahel n'a pas accès à l'électricité, alors que la demande énergétique augmente de plus de 4% par an. La crise énergétique qui y sévit est étroitement liée à la situation politique (et sécuritaire), économique et humanitaire. Une infrastructure énergétique stable est le moteur de la croissance économique ; de nombreux domaines, emplois, éducation, services de santé dépendent en fin de compte de l'accès aux services énergétiques. Selon les estimations de la Banque africaine de développement (BAD), la pauvreté énergétique en Afrique coûte chaque année au continent entre 2 et 4 % de son PIB. Environ 80% des entreprises africaines sont confrontées à des interruptions de l'approvisionnement en électricité, ce qui limite les performances économiques dans les pays.

Pour répondre aux besoins croissants en énergie et atteindre une croissance socio-économique durable, il est indispensable de développer les énergies renouvelables. Compte tenu de son potentiel, la région du Sahel peut devenir la première région d'Afrique à lancer et à promouvoir une révolution industrielle basée sur les énergies renouvelables. Ainsi, les investissements dans les énergies renouvelables contribueraient non seulement à l'électrification des ménages, mais permettraient également la mise en place de chaînes d'approvisionnement vertes au niveau local, créant ainsi des emplois, tirant parti des chaînes d'approvisionnement mondiales et accélérant la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Il s'agit également de déterminer dans quelle mesure cela peut être réalisé compte tenu des conditions politiques générales, notamment dans des pays comme le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

Quelles sont les mesures nécessaires pour répondre aux besoins énergétiques du Sahel ? Comment faire avancer le développement des infrastructures et le processus d'industrialisation au Sahel ? Comment réussir la transition vers les énergies renouvelables ? Et comment l'Allemagne peut-elle apporter son soutien malgré les développements politiques actuels dans la région et coopérer avec les pays du Sahel dans le secteur de l'énergie ? Quel rôle peuvent jouer les investissements des entreprises allemandes ?

Pour discuter ensemble de ces questions et d'autres, la Fondation Allemande pour l'Afrique et Fokus Sahel vous invitent cordialement à un débat. Lors de la réception qui suivra, vous aurez la possibilité d'échanger librement avec des décideurs politiques ainsi que des représentants de l'économie, des think tanks et de la société civile.

Date

**Jeudi,
13 Juin 2024,
17h45 - 19h00**

Lieu de l'événement

**Deutsche
Parlamentarische
Gesellschaft, Entrée via
Dorotheenstraße 100,
10117 Berlin**

**Veillez-vous inscrire [ici](#)
jusqu'au 7.6.2024.**

Après la discussion, vous êtes invités à une réception.

La discussion sera traduite simultanément **en allemand et en français.**



Gefördert durch:



aufgrund eines Beschlusses
des Deutschen Bundestages



Programme

Mot d'accueil : Sabine Odhiambo, Secrétaire générale, Fondation Allemande pour l'Afrique

Discussion : Dr. Wolf-Dietrich Fugger, Directeur Afrique de l'Ouest, EWIA Green Investments GmbH

Nouhoum Keita, Directeur exécutif ASFA 21 FALEA (*Action Solidarité pour les 21 villages de la commune Faléa*), Mali

Christoph Rauh, Chef de sous-division, L'Afrique I, Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)

Marthe Zio, Spécialiste de la construction écologique, CESAO (*Centre d'Études et d'Expérimentation Économiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest*), Burkina Faso

Modération : Olaf Bernau, Membre du comité de pilotage de Fokus Sahel

Intervenants



Marthe Zio

Spécialiste de la construction écologique, CESAO (*Centre d'Études et d'Expérimentation Économiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest*),

Marthe Zio est une ingénieure en Bâtiments et Travaux Publics de formation, actuellement assistante à la Coordinatrice du projet : *Coopération des Organisations Panafricaines de la société civile pour 100% d'Énergies Renouvelables en Afrique*. Elle accompagne également le CESAO dans sa volonté de se positionner en tant que défenseur des méthodes de construction adaptées au climat dans la région du Sahel. En parallèle, elle travaille dans le domaine de la création de mode et promeut les talents locaux dans ce domaine au niveau international à travers une initiative intitulée « ZIO Perfect Light ».



Deutsche Afrika Stiftung e.V.
Fondation Allemande pour l'Afrique
German Africa Foundation

F O K U S
SAHEL



Nouhoum Keita

Directeur exécutif Action Solidarité pour les 21 villages de la commune Faléa (ASFA 21 FALEA), Mali.

Nouhoum Keita est journaliste, producteur de radio, co-fondateur et coordinateur de l'organisation non gouvernementale ASFA 21 FALEA. Celle-ci est active dans le groupement de villages de Faléa, dans la région minière de Kéniéba, au sud-ouest du Mali, et a largement accompagné et soutenu la résistance de la population locale contre une mine d'uranium à Faléa depuis 2012, résistance qui a duré des années. Outre la faiblesse des prix sur le marché mondial, cela a largement contribué à ce que les plans d'extraction soient gelés depuis 2016. Actuellement, FALEA21 s'engage contre l'exploitation industrielle de l'or par des groupes internationaux et la contamination qui en découle du fleuve Falémé qui se jette dans le fleuve Sénégal. L'organisation s'engage également contre l'exploitation forestière. Elle se consacre également à la question de savoir comment développer des perspectives de développement autodéterminées sur le haut plateau de la Faléa, célèbre pour sa biodiversité.



Gefördert durch:
 Auswärtiges Amt
aufgrund eines Beschlusses
des Deutschen Bundestages